

## Face à l'Etat en guerre, Etre capables d'une politique de paix

**Rencontre le Jeudi 10 Mars, 18h30**

1- Alors, nous y sommes ? Il n'y aurait plus de politique de paix possible dans la séquence historique actuelle ?

A écouter Hollande et Valls, ce serait le cas : la seule politique possible serait celle de la guerre, guerre sans fin telle qu'annoncée par Valls à la jeunesse (« *préparez vous à vivre longtemps avec cette situation* »).

**Ce qu'ils nous disent, c'est que du point de l'Etat**, il est hors de question de s'interroger sur la pertinence ou non des guerres dans lesquelles la France a été ou est engagée (Syrie, Irak, Lybie, Afrique...) Pour eux, il faut au contraire continuer dans cette voie (nouvelle intervention en Lybie ?) et bien signifier à tout le monde que la France fera la guerre partout où elle le pourra.

Nous avons déjà développé que d'après nous, ces guerres à l'extérieur ouvrent et justifient une politique de tensions extrêmes, de quasi guerre, à l'intérieur du pays, à l'encontre de pans entiers de la population. Et que ce qu'il reste de la politique étatique, quel que soit le gouvernement, est la guerre, la mise en tension, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur.

2- Les politiques criminelles non étatiques :

De toute évidence des subjectivités criminelles fortes existent dans des groupes variés, tous identitaires (*excluant celui qui n'est pas le « même »*). Cela se donne par des meurtres et assassinats de masse (janvier et novembre), mis en scène pour obliger à ce que tout se pense et se décide dans ce champ criminel et identitaire : le temps des politiques criminelles est ouvert, politiques qui se justifient de la guerre sans fin des états « forts » et les justifient en retour.

Guerres sans fin des Etats et politiques criminelles de masse ont un point d'unité : l'identitaire, avec comme pratique le regroupement et la défense proclamée de ce qui est supposé être le « même » (*même religion, même ethnologie, même communauté, même couleur...*), séparé et contre le reste de la population (*les manifestations en Corse contre la présence de français, ou non, d'origine maghrébine participent de la même proposition politique criminelle*).

3- **Nous pensons qu'il faut plus que jamais tenir la proposition d'une politique de paix, d'une entente possible entre des gens différents, et faire face à la politique de guerre de l'Etat et aux politiques criminelles** menées au nom de la religion ou de l'identitaire.

A quelles conditions peut-on tenir cela ?

- Tout d'abord, la question de la paix n'étant plus celle de l'Etat, il faut la mettre en travail « du point des gens », c'est à dire du point de ce qu'on en pense les uns et les autres, situation par situation, et de notre capacité, de la capacité de ceux qui le décident, à la faire vivre.

Cela demande de la décliner précisément, et non de la déclamer comme une litanie, ce qui au final la réduirait à une morale et une bien-pensance. Etre pour la paix demande de s'affronter à des situations précises (voir nos différents textes là-dessus), de travailler à une entente entre les gens, **d'élaborer et de porter des principes qui parlent pour tous et qui regroupent obligatoirement des gens différents.**

- Cette décision de participer de la mise en place d'une politique de paix, en ayant conscience que cela ne viendra pas de l'Etat, engage à un travail. **Ce travail, on ne peut le mener qu'en donnant de son temps, de sa pensée, de sa présence**, et cela comme on l'entend et le décide soi-même.

Ce temps, ce travail, il n'est pas « donné » à une organisation, une institution, ou à un projet de participation/ prise du pouvoir. Ce temps est nécessaire pour aller voir ce qui se passe réellement en situations, rencontrer des gens, échanger, partager, élaborer des propositions à partir de ce qu'on veut et de ce qu'il est possible de faire, influencer sur le cours des choses tel qu'il est imposé par l'Etat. Dans ce travail, chacun parle et agit en son nom. Il permet de prendre son temps : la durée dans une telle situation est nécessaire.

- Ce temps partagé, ainsi pensé, et pendant la séquence où il existe, ouvre à de nouvelles formes organisées, détachées de la notion de parti et de la notion d'entrisme ou d'opposition à l'Etat. C'est ainsi, en le pratiquant, qu'on peut réinventer et donner sens à ce que peuvent vouloir dire, pour aujourd'hui, « militer » et « s'organiser » à distance de l'Etat.
- Cette nouvelle pratique de l'organisation permet ainsi de poser les questions auxquelles nous sommes confrontés, ouvre à l'existence d'une intelligence collective pour penser et dire en positif ce que l'on veut avec le souci constant du « pour tous ».

Nous proposons d'en débattre lors de la **Rencontre du Jeudi 10 Mars, à 18h30.**

Rue du Lieutenant Colonel Pelissier, Métro Capitole, Toulouse  
Espace DURANTI, salle au 3° étage

Dans le cadre des "**Rencontres pour penser l'Aujourd'hui**", proposées par "**CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS**".

Toulouse, le 07/02/2016